Revenir au réel

mardi 19 octobre 2021, par Denis COLLIN

Hausse continue des prix des carburants, mais aussi hausse du gaz et de l'électricité, reprise de l'inflation, de « basses questions d'argent » risquent bien de mettre à bas le scénario mis au point par la caste pour amuser la galerie jusqu'aux présidentielles du printemps prochain. C'était entendu, on devait discuter du « grand remplacement », des prénoms et de quelques autres affaires du même genre, pendant que d'autres nous feraient des discours apocalyptiques sur le « réchauffement » et la fin du monde garantie si nous ne nous convertissions pas rapidement au nouvel évangile.

Ce n'est qu'un début. Personne ne sait exactement quand éclatera la nouvelle « bulle » qui pourrait fort bien être plus grave que celle de 2007-2008. Mais le fait est quasiment certain. Les marchés financiers ont été shootés depuis des années au « *quantitative easing* » (pognon à gogo déversé par les banques centrales), ce qui a alimenté la spéculation immobilière grâce à des taux très bas. La Chine donne des sueurs froides à tout le monde. En tout cas, dès le début de l'année prochaine, on risque de sentir le vent du boulet.

La belle époque de la « mondialisation heureuse », si chère à nos élites françaises, est terminée. Trump l'avait annoncé, et Biden le confirme. La droite et la gauche sont maintenant face à la faillite de leur propre politique. La gauche sans doute encore plus que la droite. Car c'est bien de gauche qu'est venue cette course folle au démantèlement des politiques anticycliques et des possibilités de l'action stratégique pilotée par l'État. Rappelons que le grand bond en avant avait été lancé en 1983-1984 par le trio infernal Mitterrand-Delors-Mauroy, secondé par Fabius… et accessoirement Tapie ou le journal *Libération* avec Yves Montand et Laurent Joffrin lors de la fameuse émission « Vive la crise ». En 1989, c'est Bérégovoy qui libéralise complètement les marchés financiers et conduit avec Delors à l'acte unique européen. La première étape se termine par le traité de Maastricht voulu par Mitterrand d'abord — c'est lui qui a imposé d'ailleurs cette absurde clause des 3 % pour limiter le déficit budgétaire, clause qui a sauté avec l'action de Sarkozy dès 2008 et a été définitivement dynamitée par le Covid. Revenue au pouvoir en 1997, c'est la gauche plurielle (avec Mélenchon, mais oui !) qui a organisé le plus grand programme de privatisations et signé le traité de Barcelone qui permettait le démantèlement des principaux services publics, la privatisation des autoroutes et préconisait l'augmentation de l'âge de départ en retraite et la refonte des régimes de retraite. Non, la France n'est pas la pauvre victime des méchants Allemands — comme veut le faire croire l'auteur du pamphlet assez répugnant qu'est *Le Hareng de Bismarck*. La France est victime de ses propres élites et au premier rang des élites « de gauche ».

Voilà qui explique pourquoi la gauche est au fond du trou sondagier alors que les préoccupations de la grande masse des Français s'appellent pouvoir d'achat, santé et avenir du système de santé, besoin d'un État fort et protecteur, et que c'était là, dans des temps très anciens maintenant, le « fonds de commerce » de la gauche. Les appels à l'union de la gauche sont, dans ce contexte, parfaitement ridicules — le pompon revenant à l'appel pour une « gauche responsable » lancé par Cambadélis, ce prototype des apparatchiks « socialistes » qui ont conduit ce parti à l'état lamentable dans lequel il se trouve aujourd'hui.

La situation est grave, mais pas désespérée. À condition de ne pas se tromper de bataille et de répondre clairement aux attentes du peuple, attentes qui concernent la situation sociale au premier chef : 80 % des Français gagnent moins de 2800 € et 30 % gagnent moins de 1500 €. Comment fait-on pour vivre avec moins de 1500 € par mois ? Comment vivent les 10 % qui sont en dessous de

1200 € ? Ils tirent le diable par la queue, tout simplement. Ils gardent leur vieille bagnole quand ils en ont une… Mais heureusement, les Verts et Hidalgo veillent au grain : ils veulent définitivement priver les pauvres de leurs vieilles bagnoles. D'ailleurs, les pauvres n'ont qu'à faire comme eux, habiter à Paris centre pour bénéficier d'un dense réseau de transports en commun… La bataille du numéro 1 est donc celle des salaires. Les grands patrons qui se goinfrent doivent passer à la caisse. C'est facile à faire. Et il n'est pas possible de sortir le bon vieux parapluie « UE » pour se dérober. L'UE ne s'occupe ni de l'ISF ni des salaires des grands patrons !

La renationalisation des autoroutes, la relance du nucléaire civil, l'action pour le redressement de l'école et du système de santé, voilà encore des chantiers qui peuvent être engagés sans attendre et on n'a pas besoin de la bénédiction de Mme von der Leyen pour cela. Et même si elle exprime son mécontentement, tout le monde s'en moque. Les gnomes de Bruxelles croient qu'ils détiennent encore le pouvoir, mais ils ne l'ont pas. Ils font du vent avec leurs petits bras, mais le pouvoir réel appartient aux États, comme la Pologne vient de le rappeler bruyamment. Faire du « FREXIT » la condition *sine qua non* du redressement du pays, comme le proclament certains souverainistes, c'est s'enfermer dans le piège tendu par les eurolâtres qui prétendent que l'on ne peut faire que ce que l'UE veut, alors que l'UE ne veut que ce que veulent les différents gouvernements !

Il est temps, grand temps de revenir au réel. Sous tous ses aspects. Il est temps de comprendre les angoisses de la grande majorité des Français qui voient le pays se déliter et toutes sortes de cinglés inspirés du genre Sandrine Rousseau et autres « éveillés » ahuris tenir le haut du pavé de quelques quartiers parisiens et de quelques cénacles universitaires et médiatiques. Revenir au simple bon sens des « gens ordinaires » qui forment la majorité et ne demandent rien d'autre qu'une vie décente.